

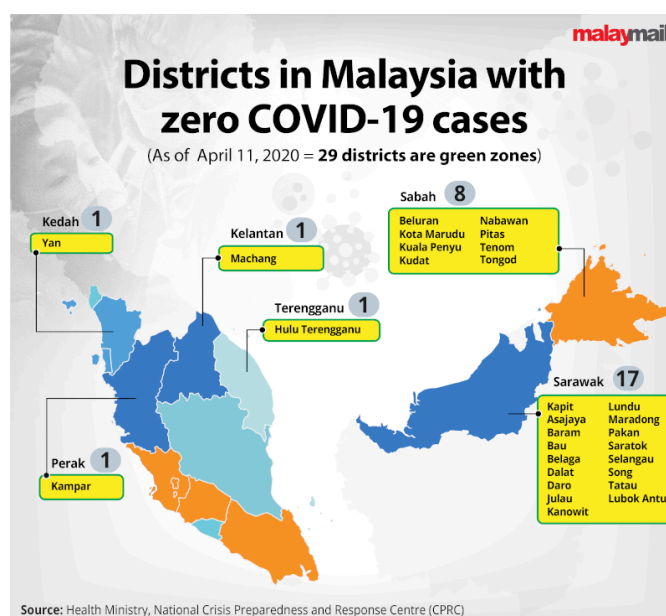
## Note situation et impact COVID-19 Malaisie, le 16 avril

- **Contexte général**

La Malaisie est un pays de 70 Mhab, PNB : 355 Md USD (37ème mondial), 11.000 USD/hab

Le gouvernement fédéral a imposé le confinement de la population et la fermeture des frontières pour deux semaines à compter du 18 mars. Ce confinement a été prolongé jusqu'au 28 avril. Le 10 avril le Gouvernement a cependant annoncé la réouverture de certains secteurs d'activités industrielles. Les autorisations sont délivrées par le ministère du commerce et de l'industrie au cas par cas et favorisent les entreprises localisées dans les 29 districts (sur un total de 150) ne comptant pas de cas de coronavirus (« green zones »).

La Malaisie compte au 16 avril 2020, 5.072 cas dont 2.342 cas actifs, 2.647 guérisons et 83 décès. Le nombre de nouveaux cas s'est stabilisé depuis le 24 mars à environ 150 nouveaux cas journaliers. La journée du 15 avril a connu 85 nouveaux cas (le chiffre le plus bas depuis le 14 mars).



- **Restrictions aux frontières pour les personnes**

Les frontières sont fermées aux étrangers et depuis le 3 avril toute personne entrant sur le territoire est conduite dans l'un des 400 centres de quarantaine mis en place.

Un comité conjoint Singapour/ Malaisie a également été mis en place pour permettre l'exportation des marchandises alimentaires malgré la fermeture des frontières terrestres mise en place par les deux pays. L'approvisionnement de la cité Etat, quoique rendu plus difficile, a pu être maintenu, les chauffeurs concernés étant autorisés par dérogation à traverser la frontière dans les deux sens (300.000 personnes transitaient quotidiennement avant la double fermeture de la frontière).

- **Circulation des marchandises (import-export)**

Les marchandises, notamment alimentaires, peuvent en principe être acheminées normalement. Cependant comme dans la plupart des pays de l'ASEAN, les mesures de confinement ont entraîné des difficultés de dédouanement et de circulation des marchandises notamment alimentaires du fait des barrages routiers et de l'absence du personnel nécessaire. Les ports sont encore très congestionnés, mais les autorités malaisiennes ont autorisé, pour quelques jours, le transport des marchandises jugées non essentielles pour permettre aux ports de fonctionner convenablement.

Un comité ministériel a été mis en place pour s'assurer de l'approvisionnement adéquat des populations en denrées alimentaires. Ce comité est présidé par le ministre du commerce international avec la participation du ministère de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. On ne constate à l'heure actuelle aucune restriction ou difficulté d'approvisionnement dans les supermarchés.

L'armée intervient pour acheminer les produits alimentaires vers les zones les plus reculées.

Enfin, on note les volumes de marchandises transportées par bateau ont globalement fléchi de 40 % au départ et à l'arrivée de Malaisie.

- **Problématiques spécifiques à certaines filières**

En valeur relative, la restauration collective est le sous-secteur ayant perdu le plus d'emplois, - 35 %, suivi par la pêche, - 33 %, et l'agriculture, - 21 %. 50 % des journaliers ont perdu leur travail.

Les agriculteurs et les pêcheurs ont dû détruire ou abandonner des centaines de tonnes de produits agricoles et halieutiques en raison des difficultés rencontrées pour livrer à leurs clients du fait des barrages routiers, des fermetures de certains marchés et l'absence de main d'œuvre.

Les exploitations forestières et d'huile de palme ont obtenues de poursuivre leurs activités et d'écouler leurs produits, mais des restrictions à la production ont été imposées, en particulier à Sabah. Les taxes à l'exportation de l'huile de palme non raffinées ont cependant été réduites de 5 à 4.5%.

Le commerce en ligne et la livraison à domicile connaît un fort développement, + 500 à 600 % sur les sites existants avant la mise en place du confinement

- **Mesures transversales de soutien à l'économie**

En février 2020, la Malaisie a émis en urgence un premier plan de relance d'une valeur de 4,8 MdUSD pour contrer l'impact économique du coronavirus. A l'époque, les effets négatifs étaient principalement dus aux ruptures d'approvisionnement avec la Chine, premier partenaire commercial. Les mesures comprenaient principalement la restructuration et le rééchelonnement des prêts, des aides à la trésorerie sous forme de prêts pour les PME (360 M EUR et 200 KEUR/entreprise) et de microcrédits pour les TPE (36 MEUR), des réductions d'impôts pour le secteur touristique et les touristes nationaux, formation "digitale" des employés des secteurs touristiques, restauration et vente au détail, aide financière aux ménages les plus pauvres (40 EUR/ménage), 400 MEUR alloué aux petits travaux de maintenance des équipements publics notamment en zone rurale ( route, logements, électricité, eau, etc.), 150 MEUR de prêts pour soutenir les investissements dans les startups et l'intelligence artificielle.

Le 27 mars, un plan plus ambitieux a été annoncé par le premier ministre. Son montant de 230 Md MYR (50 Md EUR) équivaut à 14 % du PIB, il comprend 25 Md EUR pour les ménages et 20 Md EUR pour les entreprises. Les aides financières réelles sous formes de prêts ou de dons sont néanmoins beaucoup plus limitées. Les aides financières réelles pour les ménages représentent 5 Md EUR et celles pour les entreprises 14 Md EUR. Le reste correspond notamment aux reports des échéances de remboursements bancaires et aux facilités de retrait des plans d'épargne retraite.

Le 6 avril un nouveau plan d'aides aux entreprises de 2.5 Md EUR a été annoncé. 5 millions de travailleurs et 700.000 PME et TPE pourraient bénéficier d'aides directes à raison de 700 €/entreprise, et jusqu'à 250 €/employé.

- **Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire**

5 mesures liées spécifiquement au secteur agroalimentaire et aux zones rurales:

- Création d'un fonds de 1 Md MYR (250 M EUR) destiné à l'augmentation de la production agroalimentaire via des prêts aux PME (max 5 M MYR soit 1.25 M EUR/PME), durée 8 ans, taux 3,75% max); annoncé par Banque centrale dès le 27/02.
- Avancement au 1er avril du lancement du programme de 2 Md MYR (500 M EUR) pour la réalisation de petites infrastructures en zones rurales; 16/03.
- 165 M MYR (40 M EUR) pour des projets individuels liés à l'agroalimentaire; annoncé le 25/03; sans plus de précision.
- 1 Md MYR (250 M EUR) alloués le 27/03 au Fonds de Sécurité Alimentaire; sans plus de précision.
- Création d'un fonds de 8 M EUR pour faciliter la vente en ligne des produits de ces PME du secteur agro

- **Mesures de gestion de la main-d'œuvre (prêt de personnel, formation...)**

400 M€ ont été alloués à des actions de formation dans le cadre du premier plan de soutien